



Intégralité du discours du président du Cameroun **Paul BIYA** à la nation

C'était ce 31 décembre 2009

Camerounaises, Camerounais,

Mes Chers Compatriotes,

Au cours de l'année qui s'achève, le Cameroun comme la plupart des pays a évolué dans un contexte encore fortement marqué par la crise économique et financière mondiale.

Il y a un an, alors que nous commençons à en ressentir les premiers effets, je vous disais qu'à première vue l'impact de la crise pourrait, en ce qui nous concerne, être relativement limité. Mais j'ajoutais qu'on ne pouvait exclure que certains secteurs de notre économie soient affectés.

En général, ces hypothèses ont été vérifiées. Notre secteur financier a assez bien résisté. En revanche, nos exportations de bois, d'aluminium, de coton et de caoutchouc ont régressé, recul aggravé par la baisse des cours des matières premières. Ce ralentissement de notre activité économique n'a pas été sans conséquences : les recettes fiscales et douanières ont diminué et l'emploi en a souffert. Comme il était prévisible, les investissements en provenance de l'extérieur ont été différés et le crédit s'est resserré.

Au total, notre économie a fléchi, c'est vrai, mais elle n'a pas été ébranlée dans ses fondations, comme dans certains pays et non les moindres.

Certaines activités productrices, notamment dans l'agriculture ont même progressé. Il n'en reste pas moins que le taux de croissance de notre PIB a marqué le pas. En 2009 il sera en recul par rapport à l'année précédente.

Dans une telle situation, que convenait-il de faire ? Ainsi que j'ai eu l'occasion de le dire à plusieurs reprises, il fallait garder le cap, agir d'urgence au profit de la partie de la population la plus exposée au ralentissement de l'économie et anticiper la sortie de crise. C'est ce que nous avons fait en exerçant une action modératrice sur les prix des produits de première nécessité, en soutenant la consommation et en reprenant de façon significative les recrutements dans la fonction publique. Cela n'a pas été facile, car nous devions, en raison de l'érosion de nos recettes, maintenir une discipline budgétaire aussi stricte que possible pour ne pas compromettre l'avenir. Ces efforts nous ont valu la compréhension et le soutien du Fonds Monétaire International qui nous a accordé en cours d'année un appui financier appréciable pour faire face à nos difficultés.

La crise financière mondiale a sans aucun doute freiné les investissements en provenance des pays avancés, ce qui a retardé la mise en œuvre de certains de nos grands projets. Peut-être aurions-nous dû montrer davantage de dynamisme pour les mener à bien avant que la récession ne touche nos partenaires extérieurs. Quoi qu'il en soit, nous avons continué à négocier avec les entreprises prêtes à s'associer avec nous pour la réalisation de nos programmes de développement dans la perspective d'une reprise de l'économie mondiale.

J'avais espéré que ce « temps mort » serait mis à profit pour relancer l'activité dans les secteurs productifs ne dépendant pas des exportations et dans les infrastructures, en faisant appel aux ressources de notre budget d'investissement et des fonds PPTTE. Même si des avancées ont pu être obtenues, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et des routes, force est de constater que nous sommes restés en deçà de nos objectifs, notamment dans le secteur de l'énergie.

J'ai donc été amené, en réaménageant le Gouvernement, à donner des orientations fortes afin d'imprimer un nouvel élan à notre économie en prévision d'un retour de la croissance. A cet égard, il me paraît que des

signes encourageants commencent à se manifester avec la remontée des cours du pétrole et de certaines matières premières.

Il n'est peut-être pas trop tôt pour tirer quelques enseignements des conséquences de la crise pour notre pays, une crise – je le rappelle – pour la quelle nous n'avons aucune responsabilité. Les secteurs qui ont le plus souffert, je l'ai dit, concernent les exportations des matières premières dont les cours sont fixés en dehors de nous. Il conviendrait donc que progressivement nous nous affranchissions de cette dépendance en créant, là où c'est possible, des industries de transformation, ce qui aurait l'avantage de créer des emplois.

La deuxième leçon à tirer est que les fondamentaux de notre économie ont assez bien résisté. Notre capacité d'épargne n'a pas été entamée. Les investisseurs ne se sont pas retirés. Bref, nous avons traversé la tempête sans trop de dommages et serons prêts à reprendre avec détermination notre marche en avant dès que la relance mondiale s'accélèrera.

Mes Chers Compatriotes,

L'attention que nous avons dû porter à la marche de notre économie ne nous a pas fait perdre de vue la poursuite de notre processus démocratique qui demeure l'un des deux axes principaux de nos grandes ambitions pour le Cameroun. Avec application, nous avons préparé la mise en route d'ELECAM. Sa mission étant définie et sa direction constituée, il lui fallait étendre son réseau sur l'ensemble du territoire national. Ce processus est en cours et pourrait nécessiter quelques ajustements. Au bout du compte, nous disposerons d'un appareil électoral qui rendra incontestables les résultats des prochains scrutins.

Parallèlement, avec le même esprit de méthode, nous avons entamé la phase suivante du processus de décentralisation. C'est-à-dire le transfert des compétences et des ressources aux collectivités locales. Ce ne sera pas la moins délicate, car il nous faudra alors passer de la théorie à la pratique. Nous avons une obligation de réussite, car il ne s'agit rien moins que de donner aux Camerounais au niveau local la possibilité d'être associés à la gestion de leurs propres affaires. A présent, la voie est ouverte à la mise en place du Senat.

Mais la démocratie c'est aussi la préservation de la fortune publique. C'est pourquoi nous avons entrepris de lutter sans merci contre la

corruption. Qu'on ne s'attende pas à ce que nous nous arrêtons en chemin. Nous irons jusqu'au bout, quoi qu'en disent certains.

De la même façon, nous ne laisserons pas s'installer un climat d'insécurité qui perturbe la vie de nos concitoyens dans les centres urbains et les zones rurales. Nous sommes déterminés à mettre les moyens qu'il faudra pour éradiquer les phénomènes du grand banditisme et des coupeurs de route.

J'en profite également pour dénoncer chez une minorité de nos compatriotes une volonté de contestation systématique qui n'hésite pas à recourir au mensonge et à la calomnie. Sans doute préféreraient-ils que notre pays soit livré aux désordres de toute sorte pour arriver à leurs fins.

Par ailleurs, et malgré les difficultés liées à la crise, nous avons poursuivi notre action dans les domaines social et des infrastructures au sens le plus large.

De nouveaux centres de santé ont été ouverts et d'autres formations hospitalières sont en projet. Un régime général de sécurité sociale est à l'étude.

Des infrastructures, notamment routières et urbaines, ont été construites pour faciliter la vie de nos populations.

Un ensemble d'installations sportives – dont fait partie le Palais des Sports récemment inauguré à Yaoundé – sera mis en chantier dans le proche avenir.

En 2009, la politique de modernisation du système scolaire et universitaire a abouti à la création et à la construction de nouveaux établissements primaires, secondaires et supérieurs. Des milliers d'enseignants à tous les niveaux ont été recrutés ; une allocation spéciale d'un montant de 4 108 000 000 de FCFA, pour la recherche universitaire, a été instituée. Elle sera majorée en 2010. Afin d'améliorer la qualité du capital humain et relever avec plus d'efficacité les défis du futur, j'ai décidé d'accorder, à compter du 1er janvier 2010, une prime annuelle globale de près de trois milliards de FCFA aux meilleurs étudiants des Universités camerounaises.

Dans le domaine des infrastructures de base, nous allons lancer en 2010 les travaux de construction du barrage hydro-électrique de Lom-Pangar,

du port en eau profonde de Kribi, du barrage de Memve'ele, de la centrale à gaz naturel de Kribi, de la mini-centrale de Mekin sur le Dja, de réhabilitation et d'extension des adductions d'eau de Yaoundé, Douala et de plusieurs autres villes et localités à travers l'ensemble du territoire, de modernisation des voiries de la plupart de nos cités.

En ce qui concerne le secteur minier, nous allons entamer en 2010 les travaux de construction de la mine de cobalt, nickel, manganèse de Nkamouna, les activités d'exploitation du diamant de Mobilong et la réhabilitation du site de l'ex-Cellucam pour le démarrage des activités du technopole Edéatech. Nous allons accélérer le processus devant aboutir à l'exploitation de la bauxite de Minim-Martap-Ngaoundal et du fer de Mballam. Quant à l'or de Bétaré-Oya, son exploitation industrielle a démarré en 2009. Pour stimuler l'essor du monde rural, un Comice agro-pastoral sera organisé en 2010 à Ebolowa.

Il convient également de signaler la pose de la première pierre à Olembe d'un programme de logements sociaux qui en comptera 10 000 à l'horizon 2013. Un chantier similaire devrait être prochainement lancé à Douala, dans les 8 autres chefs-lieux de régions ainsi que dans les villes universitaires.

Ainsi donc, vous le voyez, mes Chers Compatriotes, avec tous ces projets, le Cameroun a, sans conteste, un bel avenir devant lui. Mais la réalisation de cet avenir, si prometteur, ne pourra se faire sans la participation de tous. Elle ne pourra être que le fruit de nos efforts communs.

C'est dire que chacun et chacune d'entre nous doit savoir qu'il a un rôle à jouer pour l'instauration des conditions nécessaires à la promotion des affaires, à l'attrait des investisseurs et à la mise en œuvre des projets d'investissements qui conditionnent le développement et le progrès de notre pays.

Le développement et le progrès auxquels nous aspirons exigent que tous nous sachions privilégier l'intérêt général. Ce n'est pas seulement l'affaire des pouvoirs publics, c'est aussi l'affaire de tous les Camerounais sans exclusive.

Mes Chers Compatriotes,

La participation de notre pays à la vie internationale s'est intensifiée au cours de l'année qui s'achève. Elle traduit notre volonté constante

d'affirmer notre présence et de faire entendre la voix du Cameroun dans le concert des Nations. Elle traduit aussi l'estime que nos partenaires extérieurs portent à notre pays. Au cours des déplacements que j'ai été amené à faire, j'ai également eu l'occasion de vérifier que notre diaspora dont la qualité est remarquable, soutient nos efforts et reste, malgré l'éloignement, très attachée à notre pays.

Je me réserve de revenir très prochainement sur ces questions, préférant aujourd'hui appeler votre réflexion sur un événement qui restera à jamais mémorable dans l'histoire de notre Nation.

Il y a un demi-siècle, le destin de notre pays a brusquement changé. Le 1er janvier 1960, notre indépendance était proclamée. Nous célébrerons donc dès demain le 50ème anniversaire de notre accession à la souveraineté.

Je n'ai pas besoin de souligner l'importance de l'événement. Une page se tournait, une autre s'ouvrait qu'il nous revenait d'écrire.

Mais d'abord souvenons-nous qu'avant l'indépendance certains en avaient rêvé, ont combattu pour l'obtenir et y ont sacrifié leur vie. Notre peuple devra leur en être éternellement reconnaissant.

A nous qui avons recueilli leur héritage, que revenait-il de faire ? Construire une Nation à partir de groupes dont les différences étaient plus nombreuses que les convergences et que les colonisateurs avaient rassemblés dans des frontières arbitraires. Construire une Nation, c'est-à-dire forger le désir de vivre ensemble ainsi que la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu. Redoutable défi que cinquante années n'ont pas été de trop pour relever.

Eh bien, Mes Chers Compatriotes, je crois que nous avons gagné ce pari inouï. Il existe aujourd'hui une Nation camerounaise. Notre unité nationale n'est pas un vain mot. Une preuve ? Lorsque les Lions Indomptables s'illustrent dans des compétitions internationales, quel est le Camerounais qui ne ressent pas une immense fierté, quel que soit son lieu d'origine ?

C'est pourquoi ce 1er janvier 2010 doit être pour nous tous à la fois un jour de recueillement en mémoire de ceux, aujourd'hui disparus, qui ont contribué à bâtir notre Nation, mais aussi un jour d'allégresse, car ce qui pouvait paraître un rêve inaccessible est devenu réalité.

Est-ce à dire que notre tâche est terminée ? Evidemment pas. Car à cette Nation qui est la nôtre, nous devons assurer un avenir de justice et de prospérité. C'est tout le sens de l'action que nous menons au service de notre pays et que nous continuerons de mener quels que soient les obstacles que nous rencontrerons sur notre route.

L'année 2010 sera donc pour le Cameroun l'année du cinquanteaire de l'indépendance. Les célébrations trouveront naturellement leur apothéose le 20 mai, jour de notre Fête Nationale, avec l'organisation de la « Conférence de Yaoundé » au cours de laquelle d'éminentes personnalités débattront de la place de l'Afrique dans le monde. Nous aurons ainsi conféré à cet événement, ô combien mémorable, sa véritable dimension politique, sociale et culturelle.

Mes Chers Compatriotes,

Le cinquanteaire de l'indépendance en 2010 vient comme en prélude au cinquanteaire de la Réunification que nous célébrerons en 2011.

Ces deux temps forts, chargés de tant d'émotions, de souvenirs et de symboles, nous invitent plus que jamais à consolider nos acquis, au premier rang desquels l'unité nationale et la paix, et à œuvrer davantage et tous ensemble à la construction d'un grand et beau pays.

Mes Chers Compatriotes,

Le moment est maintenant venu pour moi de vous présenter à toutes et à tous mes vœux les plus sincères de santé et de bonheur pour la Nouvelle Année.

Bonne et Heureuse Année 2010.